



GRAND CURTIUS

# LA COMMUNE

Paris 1871. Liège 1886

L'ESSENTIEL DE  
L'EXPOSITION



GRAND CURTIUS 30.04- 25.07.21

En couverture : *La barricade de la place Blanche défendue par des Femmes*, (détail avec rehausse de couleurs), dessinateur inconnu, après 1871. Musée Carnavalet/Histoire de Paris – Paris Musées / DR.

Éd. resp. Jean Pierre Hupkens, Féronstrée g2, 4000 Liège - Impression CIM Ville de Liège - avril 2021

La Commune est un mouvement citoyen et populaire qui prend forme à Paris entre le 18 mars et le 28 mai 1871. Pendant 72 jours, la Commune, élue au suffrage universel, va concevoir une nouvelle forme d'état basée sur l'intervention du peuple au quotidien. De nombreuses mesures sont proposées dont l'instruction obligatoire, le droit de vote des femmes, l'abolition de la peine de mort, la séparation de l'Église et de l'État, la lutte contre le chômage, l'organisation du travail et de la production par les associations ouvrières, la suppression du travail de nuit et bien d'autres avancées. Cette expérience prendra fin de manière extrêmement violente, lors de la « semaine sanglante » du 21 au 28 mai 1871.

Depuis 150 ans, ces idéaux font encore et toujours l'objet de luttes à travers le monde. Tous les mouvements politiques de gauche, anarchistes, communistes, socialistes puisent leurs racines dans les événements de 1871. À Liège, cette période insurrectionnelle ne semble pas avoir d'influence immédiate. Mais la Commune de Paris a marqué les esprits et sa commémoration en 1886 est le déclencheur des grandes émeutes à Liège et dans le Hainaut qui contribuèrent à l'obtention d'une première forme de réglementation sociale. La Commune de Paris de 1871 est mal connue. C'est une expérience démocratique originale, une tentative d'émancipation sociale, une utopie, une référence révolutionnaire.

## Introduction

Entre 1804 et 1870, une succession de régimes politiques relativement autoritaires se succèdent en France. Les conditions de vie du peuple sont très dures. La pauvreté est importante. À Paris, les ouvriers, les artisans et les petits commerçants s'organisent. Des associations se créent peu à peu et portent des revendications. À l'occasion des élections législatives de février 1864, des ouvriers publient le manifeste des Soixante qui réclame la liberté du travail, l'accès au crédit et la solidarité.

En 1870, la France est encore une grande puissance, persuadée de sa supériorité militaire suite à la guerre de Crimée (1853-



*Vive la Commune*, illustration par A. W., extraite de l'ouvrage de Raoul Rigault, *La Commune de Paris : anales de la revolución francesa de 1871*. Barcelone, Casa editorial de José Codina, 1871. Coll. IHOES (Seraing).

1856). En juillet, Napoléon III entreprend une guerre mal préparée contre la Prusse qui le conduit rapidement à la défaite et à la chute de l'empire (4 septembre 1870). La Prusse, du chancelier Otto Von Bismarck, est une coalition d'états allemands opposés à l'Autriche et à la France. Elle multiplie les victoires militaires et s'affirme peu à peu sur l'échiquier politique européen. Bismarck va jusqu'à provoquer les Français en suggérant d'installer sur le trône d'Espagne un prince allemand. Cette candidature crée un incident diplomatique qui pousse les deux états au conflit.

Les troupes françaises sont moins nombreuses, moins bien équipées, et surtout, manquent d'une stratégie concertée face aux Prussiens. L'armée prussienne est aussi équipée d'une artillerie plus lourde. Après plusieurs défaites, Napoléon III capitule le 2 septembre 1870, entraînant la chute de l'Empire. La République est proclamée et un gouvernement de défense nationale provisoire s'installe à l'Hôtel de Ville de Paris.

La Commune est née du traumatisme de la défaite de la France face à la Prusse (guerre de 1870-1871). L'incapacité du gouvernement à gérer la lutte, les destructions infligées par l'artillerie prussienne, les morts, les blessés, la misère et la famine conséquentes du siège de Paris sont autant d'éléments de souffrances et de frustrations qui vont donner corps à cette révolution. Après des mois d'une âpre résistance lors du siège de Paris, l'armistice (28 janvier 1871), réclamé par le gouvernement, est vécu comme une véritable trahison par les Parisiens. Les tensions sont telles que l'Assemblée nationale quitte Paris pour s'installer avec le gouvernement à Versailles (10 mars 1871). Les provocations de l'Assemblée nationale ne s'arrêteront pas là. La suppression de l'indemnité des Gardes nationaux qui ont assuré la défense de la capitale sera l'humiliation de trop. De plus, le premier ministre, Adolphe Thiers, décide de récupérer les canons qui avaient été financés par une souscription populaire en vue de la défense de la ville. Le 18 mars 1871, une vaste opération militaire est entreprise pour récupérer les canons et mettre au pas la ville.

## ASSEMBLÉE NATIONALE

Les conditions de l'armistice prévoient la convocation d'une Assemblée nationale, elle seule est en mesure de ratifier le traité de paix entre la France et le nouvel Empire allemand. Une courte campagne électorale est organisée. Au terme de celle-ci, le 8 février 1871, 78 représentants sont élus pour constituer l'Assemblée nationale de la 3<sup>e</sup> République (1870-1940), avec une majorité catholique. Les priorités de ce gouvernement, qui dirige la France de février 1871 à décembre 1875, sont : conclure la paix, soumettre la ville de Paris en supprimant la solde de la Garde nationale, voter la déchéance de Napoléon III, voter la fin des moratoires sur les loyers et les effets de commerce.



Parc d'artillerie des Buttes Montmartre, mars-mai 1871. Photographie d'archive. Collection Jessy et Ronny Van de Velde, Anvers.

La Garde nationale assure la défense de Paris contre l'ennemi. Elle se compose de 180 000 volontaires armés, issus de la petite bourgeoisie et du monde ouvrier. Les canons ont été financés par une souscription des Parisiens en vue de la défense de leur ville. Ils ont été disposés sur les buttes Montmartre et de Belleville pour les mettre hors d'atteinte des Prussiens lors de leur entrée dans la capitale. L'Assemblée nationale veut s'en emparer, craignant que cette artillerie ne soit utilisée lors d'éventuelles émeutes. C'est aussi une manœuvre pour rétablir sa puissance sur la capitale. Population et Garde nationale se rassemblent et refusent d'obtempérer, la population se soulève, les soldats du gouvernement se rebellent, c'est la crise insurrectionnelle ! L'évacuation de la ville est ordonnée, les Parisiens des quartiers aisés fuient à Versailles alors que les insurgés prennent le contrôle de la ville.

### **ADOLPHE THIERS (1797 - 1877)**

Avocat, journaliste, historien et homme d'état, Adolphe Thiers cherche à installer un nouvel ordre stable après l'effondrement des monarchies. Il joue un rôle majeur dans la mise en place des régimes politiques après la chute du Second Empire. Il devient chef du gouvernement provisoire et ordonne la répression de la Commune de Paris. À la suite des événements, il devient le 31 août 1871 Président de la 3<sup>e</sup> République (conservatrice) dont il démissionne en mai 1873 pour rejoindre l'opposition.

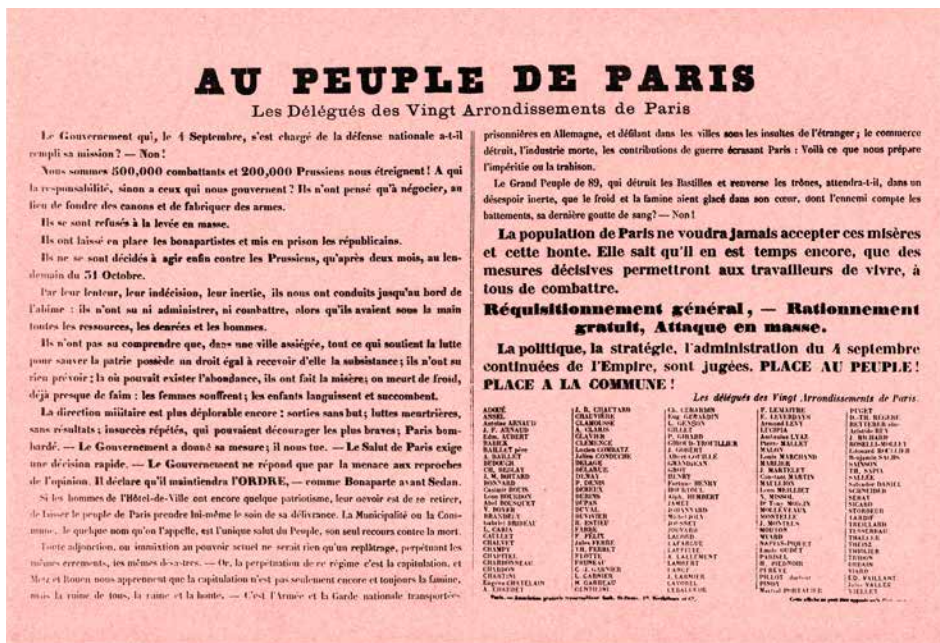
À la suite de l'affaire des canons, les insurgés prennent le contrôle ; l'Hôtel de ville de Paris est investi par les Gardes nationaux.

Le 26 mars 1871, le Comité central organise une élection pour désigner les 92 membres du Conseil de la Commune. La Commune repose sur une démocratie directe dans laquelle le citoyen exerce directement le pouvoir, cherchant à améliorer les conditions de vie des prolétaires et visant l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. Ce Conseil est constitué de 10 commissions : exécutive, militaire, subsistance, travail et échanges, relations extérieures, finances, justice, sûreté générale, enseignement.



*L'Hôtel de ville de Paris, 1871. Photographie d'archive. Collection Jessy et Ronny Van De Velde, Anvers*

Les affiches sont un moyen de communication important durant la Commune. L'emblématique « Affiche Rouge », publiée en janvier 1871, dépeint non seulement la situation à Paris et l'échec du gouvernement français, mais appelle également à la rébellion et annonce la Commune de mars 1871. Pendant l'insurrection, l'imprimerie nationale est réquisitionnée de force et produit de nombreuses affiches (399 entre le 19 mars et le 25 mai, soit une moyenne de 5 ou 6 affiches par jour). Elles sont, pour la plupart, annotées des mots « Imprimerie nationale » et de la formule « République française. Liberté-Egalité-Fraternité. Commune de Paris ». La distribution des affiches se fait par un service d'environ 50 afficheurs, qui ont pour mission de les placarder plusieurs fois par jour, et même durant la nuit. Ces affiches font office à la fois de moyen d'information, d'outil de commandement et de relais d'opinion et enfin d'arme de combat.



L'Affiche rouge (placardée le 6 janvier 1871). Reproduction tirée de *Le Cri du peuple : la Commune au jour le jour*, Les yeux ouverts éd., Paris, 1968. Fac-similé des journaux de Jules Vallés éditées en 1871 lesquels sont accompagnés de documents inédits.



Ernest Charles Appert, *Portrait de Michel Louise (1830-1905), pris à la prison des Chantiers à Versailles. Commune de Paris, 1871*. Collection Musée Carnavalet / Histoire de Paris - Paris Musées / DR

Les communardes vont prendre une part active à l'insurrection. Si leur implication a contribué à l'avancée de l'émancipation féminine, la Commune reste toutefois ancrée dans un fonctionnement patriarcal. Présentes sur les barricades et au chevet des blessés, les femmes n'ont pourtant pas de place au sein des organes décisionnels. Le 11 avril 1871, l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés est créée par une religieuse, Nathalie Lemel et une intellectuelle russe, Elisabeth Dmitrieff. Association de travailleuses, elle cantonne pourtant toujours la femme à un rôle qui la place traditionnellement à côté de l'homme. Pourtant ces prémices d'organisations féminines auront un impact sur les mouvements ultérieurs luttant pour les droits des femmes.

## LA PÉTROLEUSE

La pétroleuse, femme parcourant Paris pour y mettre le feu et ravager la capitale, est une des images les plus vivaces des événements diffusées par la presse versaillaise. Très vite, les communardes sont associées à cette image de femme en furie qui discrédite l'insurrection par son caractère enragé et irrationnel. Celle-ci s'oppose à la vision - partagée par les deux camps - d'une femme au caractère paisible, dédiée à la vie domestique, car la Commune ne prétendait pas réellement à une véritable égalité homme/femme. Si aucune source historique ne permet d'affirmer qu'une femme ait pu participer aux incendies de Paris, l'image de la pétroleuse est un mythe qui s'est forgé sur la présence inédite des femmes dans un mouvement révolutionnaire et dont l'objectif est de jeter le discrédit sur l'action spécifique de celles-ci. Plus tard, dans la littérature post-Commune, une héroïsation de communardes s'est aussi bâtie, avec pour modèle les grandes figures comme Louise Michel, Elisabeth Dmitrieff ou Marguerite Lachaise.

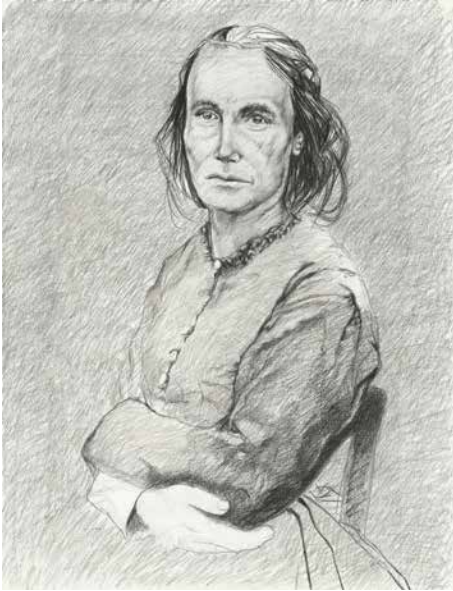


## LA COMMUNE EN IMAGES

La Commune est un des premiers grands événements de l'Histoire à être photographié. Si par la suite, il y a eu une certaine censure et des libertés d'interprétations des images, ces clichés donnent aujourd'hui à voir les événements de manière singulière. En 1870, la photographie a un peu moins de 60 ans. Face à l'engouement pour cette nouvelle technologie, le nouveau métier de photographe se développe rapidement. Si techniquement la photographie évolue très vite, elle ne permet toujours pas de rendre compte de sujets en action. Ainsi, les clichés documentant la Commune montrent les préparatifs et les traces des hostilités telles que les ruines, traités dans un style romantique. Comme sur une toile peinte, les images sont figées. Ce sont plutôt les dessinateurs, peintres et graveurs, qui se chargent de relater en images les actions sur le champ de bataille. La photographie sert aussi le pouvoir judiciaire afin d'identifier les communards. Ces portraits, diffusés à des fins répressives, sont vite récupérés par les partisans de la Commune. Le pouvoir s'efforcera d'en contrôler la diffusion et en interdira même la vente dès la fin de l'année 1871. Seules les images des ruines, à caractère artistique, échappent à cette mesure. La propagande anticommunarde ira jusqu'à produire des images truquées, des photomontages qui reconstituent, après coup, à l'aide d'acteurs costumés ou des collages, des épisodes de la Commune dont les exécutions d'otages sont une thématique récurrente.

### LOUISE MICHEL (1830-1905)

Louise Michel est une figure emblématique de la Commune. Née le 19 mai 1830 à Vroncourt-la-Côte, en Haute-Marne, la jeune femme est très tôt préoccupée par l'éducation. Institutrice, elle enseigne quelques années avant de se rendre à Paris en 1856. Alors âgée de 26 ans, elle y développe une importante activité littéraire, pédagogique et politique. Dès 1860, elle fréquente plusieurs personnalités révolutionnaires. En 1871, elle participe activement aux événements de la Commune. Ses discours, son engagement auprès des blessés, sa participation aux combats, ses écrits passionnés et poétiques ont rendu son engagement légendaire. En mai 1871, elle se livre pour faire libérer sa mère. Jugée en décembre 1871, elle apparaît entièrement vêtue de noir, adoptant une attitude stricte et inflexible qui contribue à renforcer son mythe. Surnommée la « Vierge rouge », elle est condamnée et déportée en Nouvelle-Calédonie où elle se rapproche des anarchistes. Lors de son retour en métropole en 1880, elle est surveillée par la police. Elle décède en 1905 à Marseille.



Eddie Panier, série *Les Amareilles*, dessins, crayon sur papier, 50 x 65, 2008 – 2018. Courtesy De Queeste Art.  
Louise Michel (Château de Vroncourt / Haute-Marne, 29 mai 1830 – Marseille, 5 janvier 1905)

L'exposition présente une sélection de portraits de communardes issus de la série « Les Amareilles » réalisée par l'artiste contemporain Eddie Panier entre 2008 et 2018. Le titre « Les Amareilles » fait référence à une sous-espèce de cerises acides et à la chanson populaire de l'époque « Le Temps des cerises ». Il évoque le tempérament de ces femmes insurgées. Les dessins sont un agrandissement et une réinterprétation des photographies prises par Ernest Appert (1831-1890). L'agrandissement d'échelle opéré par Eddie Panier confère à ces individualités une portée historique et une reconnaissance officielle dont elles n'ont jamais pu bénéficier. Malgré l'anonymat persistant et troublant de ces inconnues mises en lumière, leurs visages nous observent avec fierté et dignité depuis cette fin de 19<sup>e</sup> siècle troublé.

## EUGÈNE (1830-1905) et ERNEST AP- PERT (1830-1890)

Avec son frère Ernest, Eugène Appert quitte son village natal (Châteauroux) pour venir travailler comme photographe à Paris dès 1862. Ils se spécialisent comme portraitistes de célébrités politiques et sont parmi les premiers à recourir au photomontage. Durant la Commune, ils prennent le parti des Versaillais, et effectuent pour le compte d'Adolphe Thiers de nombreux clichés tant sur le terrain que dans les prisons de Versailles. Leurs images truquées donnent vraiment l'impression d'une action réelle. Ces photomontages contribuent à la propagande de l'Assemblée nationale et au jugement arbitraire de nombreux communards. Il n'est pas toujours facile de distinguer les travaux des deux frères.

## LE DRAPEAU ROUGE

Originellement, le drapeau rouge était un des pavillons de la marine de l'Ancien Régime. Hissé aux mâts des navires de guerre, il mentionnait qu'il n'y aurait pas de prisonniers lors d'une bataille. C'est dès la fin du 18<sup>e</sup> siècle que ce drapeau est utilisé par les mouvements revendicatifs ouvriers, évoquant le sang des ouvriers en lutte. Depuis la Commune de Paris, où il était utilisé sur les barricades, ce drapeau est devenu le symbole de toutes les luttes sociales.



« Le Grelot » du 30 avril 1871. Fonds Patrimoniaux de la Ville de Liège.

### « LE GRELOT »

« Le Grelot » est un journal satirique pro-versaillais qui paraît le 9 avril 1871 en pleine ébullition politique et sociale. Un grand dessin satirique coloré fait généralement la une ; les pages intérieures sont consacrées aux articles, revues, blagues et informations boursières. Durant les trois premiers mois de sa parution, Charles d'Arnoux de Limoges Saint-Saëns dit Bertall (1820-1882), célèbre illustrateur et caricaturiste, réalise la première page. Ses dessins sont très prisés. « Le Grelot » sera publié mensuellement jusqu'en 1903, soit près de 2000 numéros. Il devient progressivement un journal réactionnaire, antisémite et antimaçonnique.

Si la photographie documentaire se développe rapidement en cette fin de 19<sup>e</sup> siècle, l'impression de photo est encore techniquement impossible dans la presse. C'est le dessin d'actualité qui illustre les événements de la Commune. Malgré les menaces de censure, la caricature et le dessin satirique jouent un rôle essentiel, contribuant au réveil politique de la population. Ces illustrations, publiées dans les journaux ou petits feuillets distribués dans l'espace public, pointent les contradictions entre le programme démocratique de la Commune et l'Assemblée nationale conservatrice. Les dessins communards dénoncent les ennemis de la République tels que le premier ministre Adolphe Thiers, les officiers de l'armée ou encore le clergé. Par contre, les communards sont représentés en héros de la défense des droits du peuple et de la République.

La satire anticommunarde se développe après l'écrasement de la Commune dès juillet 1871. Une grande partie de ces caricatures paraissent sous forme de séries dans des albums. La Commune y est généralement mise en scène dans une perspective de fin du monde comprenant de nombreuses allusions à l'Apocalypse. La république sociale y est véritablement diabolisée. Ces images plaident pour le maintien des privilèges communs de la bourgeoisie et des royalistes.

## « LE CRI DU PEUPLE »

« Le Cri du peuple » est un journal créé le 22 février 1871 par Jules Vallès, journaliste et homme politique d'extrême gauche (élu lors de la Commune, il devra s'exiler à Londres jusqu'en 1880). Le journal paraît de manière sporadique jusqu'à la « Semaine sanglante ». Ce quotidien tiré à près de 100 000 exemplaires est le plus lu de la capitale insurgée. Dans ses cinq colonnes, il dénonce la politique du premier ministre Adolphe Thiers et de l'Assemblée nationale. Le journal sera relancé après la Commune entre 1883 et 1888.

Le 16 mai 1871, la colonne Vendôme s'écrase au sol. Érigée par Napoléon Bonaparte entre 1806 et 1810, elle s'inspire de la colonne Trajane à Rome. Ses 98 fûts de pierre sont recouverts d'un parement en bronze, fondu à partir des 1200 canons pris aux Autrichiens et aux Russes lors de la bataille d'Austerlitz. Les bas-reliefs présentent des trophées et des scènes de batailles enroulées jusqu'au sommet de la colonne dominée par une statue de l'empereur. Déjà en septembre 1870, l'artiste Gustave Courbet proposait de renverser la colonne de la place Vendôme, qu'il considère comme dénuée de toute valeur artistique et dont le répertoire iconographique va, selon lui, à l'encontre des valeurs d'une nation républicaine. Considérée par les communards comme un monument de honte nationale glorifiant la barbarie, le Conseil de la Commune décide sa démolition le 12 avril 1871.



*La colonne Vendôme, 1871. Anonyme. Tirage albuminé. Coll. Jessy et Ronny Van de Velde, Anvers.*

Si la date de la démolition est repoussée plusieurs fois, c'est bien le 16 mai vers 17h30 que la colonne tombe au sol de la place rebaptisée place Internationale. Dès 14h00, de nombreux Parisiens se pressent sur la place pour assister au spectacle en scandant des chants et des hymnes. Plus tôt dans la journée, un tas de fumier avait été charrié sur la place pour amortir sa chute. Un câble a été tendu du haut de la colonne et est tiré par un système de poulie. En une demi-heure, la colonne cède et s'effondre sous les hurrahs de la foule. En 1873, le maréchal Mac-Mahon fait reconstruire la colonne à l'identique. C'est toujours cette dernière version qui se dresse place Vendôme.

Du 21 au 28 mai 1871, la « Semaine sanglante » clôturait l'insurrection de la Commune. Les troupes de l'armée du gouvernement versaillais, près de 120.000 hommes, engagèrent l'offensive. En face d'eux, les hommes de la Garde nationale,

bien que plus nombreux, sont indisciplinés et mal organisés. Les troupes versaillaises entrent dans la ville par la porte de Saint-Cloud et progressent rapidement à travers les rues de la capitale. L'offensive s'engage par les quartiers les plus bourgeois de Paris qui se rallient rapidement. Plus la troupe avance vers l'est, vers les quartiers plus populaires, et plus la résistance des communards se renforce. Les fédérés résistent avec fougue, et préfèrent brûler certains bâtiments plutôt que de les abandonner aux vainqueurs. De part et d'autre, les assauts et la résistance sont brutaux. On assiste à des corps à corps dans des ruelles, à des sauvageries sur les maisons et leurs habitants, à des massacres d'otages. Cette dernière semaine de la Commune est marquée par la violence des exactions. Selon le Communard Gaston Da Costa, c'est en début d'après-midi, le 28 mai 1871, que les Versaillais prennent la dernière barricade, celle du faubourg du Temple à la limite entre le X<sup>e</sup> et le XI<sup>e</sup> arrondissement.



*Barricade à l'entrée du faubourg du Temple sur le Canal St. Martin, mars-mai 1871. Tirage albuminé 155 x 205 mm. Coll. Jessy et Ronny Van de Velde, Anvers.*

## LES FÉDÉRÉS

Depuis 1789, le Comité général de la Commune de Paris est constitué de citoyens actifs, c'est-à-dire des bourgeois acquittant un impôt. Ce comité dispose d'une force armée, la Garde nationale, qui lui permet d'appliquer ses décisions par la force si nécessaire. Cette Garde nationale est composée de civils entre 25 et 30 ans et est organisée en bataillons. En 1870, dans le contexte de la guerre franco-prussienne, la Garde nationale est ré-activée. Si elle compte, dans un premier temps, des jeunes gens issus majoritairement de la bourgeoisie, la tendance s'inverse rapidement et une grande partie des recrues est alors originaire du monde ouvrier. S'ils sont nombreux à avoir rejoint provisoirement l'uniforme, ces jeunes combattants ne sont ni bien équipés ni bien entraînés. En février 1871 est créée la Fédération de la Garde nationale, rassemblant les différents bataillons de la Garde nationale. Ses membres sont surnommés « les Fédérés ».

## LA NOUVELLE CALÉDONIE

La Nouvelle-Calédonie, collectivité qui relève de la souveraineté française depuis 1853, est composée d'un ensemble d'îles en Océanie, comprises entre la mer de Corail et l'Océan Pacifique Sud. Avant l'arrivée des colons européens, ce territoire est occupé par des Mélanésiens, peuple autochtone appelé Kanak.



Anonyme, *caféiers en Nouvelle-Calédonie* (famille Courcier), autour de 1900, tirage albuminé, Coll. Jessy et Ronny Van De Velde, Anvers.

Au terme de procès hâtivement conduits, des milliers de communards sont condamnés à la déportation en Nouvelle-Calédonie et en Guyane. Dans l'attente de leur déplacement, les condamnés sont incarcérés dans des pontons portuaires ou des forts du littoral atlantique. Les déportés sont répartis en trois catégories dans l'archipel calédonien : les forçats au bagne de l'île Nou, les condamnés à la déportation en enceinte fortifiée sur la presqu'île Ducos et les déportés simples sur l'île des Pins. Les conditions d'existence y sont précaires. Certains communards refont leur vie et certains participeront activement à la colonisation des îles. Ils font du commerce ou plantent du café. En 1880, les communards déportés en Nouvelle-Calédonie obtiennent l'amnistie qui les autorise à quitter l'archipel. Seulement 40 familles choisirent de rester.



Affiche du meeting organisé à l'occasion du 15<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris par la Fédération anarchiste de Liège, 1886. Coll. IHOES (Seraing).

Lors de la Commune de Paris, 737 Belges dont 11 Liégeois prennent part aux événements de 1871. Si la Commune de Paris n'a pas de répercussions directes en Belgique, elle va inévitablement influencer la vie politique. Le pays accueillera plus de 1500 réfugiés venus de Paris (dont 40 à Liège). Les autorités restent frileuses à l'encontre de ces révolutionnaires et ils sont surveillés de près, recensés sur des listes,

À l'occasion du 15<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris, les anarchistes liégeois organisent une commémoration au départ de la place Saint-Lambert, suivie d'un meeting au Café National, place Delcour en Outremeuse. Une grève des mineurs vient d'éclater à Jemeppe et les ouvriers viennent en masse. Rapidement, des émeutes éclatent et la grève s'étend mais elle sera de courte durée car la répression des autorités est sévère. Le mouvement s'éteint dans la région liégeoise mais rebondit dans le Hainaut, plus violemment encore. Mais la Commune de Paris a marqué les esprits et sa commémoration en 1886 est le déclencheur de grandes émeutes à Liège et dans le Hainaut qui contribuèrent à l'obtention d'une première forme de réglementation sociale en Belgique.

Le 18 mars 2021, une plaque commémorant cet événement-charnière à Liège a été inaugurée place Delcour.

Affaire des canons et installation des gardes nationaux à l'Hôtel de ville de Paris



18 mars

27 mars

29 mars

8 avril

MARS 1871

AVRIL 1871

Installation de la Commune

Création des 10 commissions

Début des bombardements de Paris

26 mars

28 mars

2 avril

11 avril

Création de l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés

Offensives versaillaises

Proclamation de la Commune

Élection de la Commune





Traité avec les Prussiens

10 mai

« Semaine sanglante »

Reddition du dernier fort



21 au 28 mai

29 mai

MAI 1871

JUIN 1871

16 mai

Démolition de la colonne Vendôme



25 mai

Dernière séance de la Commune

Répression et justice expéditive

Légendes dans l'ordre chronologique :

- *Parc d'Artillerie des Buttes Chaumont* - mars-mai 1871. Anonyme. Tirage albuminé 162 x 222 mm. Coll. Jessy et Ronny Van de Velde, Anvers.
- *Paris. Proclamation de la Commune sur la place de l'Hôtel-de-Ville par les membres du Comité Central de la garde nationale*, gravure par Al[médée] Daudenarde et Al[uguste] Lamy, tirée du journal *Le Monde illustré*, 8 avril 1871. Coll. IHOES (Seraing).
- *La colonne Vendôme abattue*, 16 mai 1871. Alphonse Liebert. Tirage albuminé. Coll. Jessy et Ronny Van de Velde, Anvers.
- *Barricade rue d'Allemagne, au coin de la rue Sebastopol* mars-mai 1871. Tirage albuminé 155 x 218 mm. Coll. Jessy et Ronny Van de Velde, Anvers.

INFO

+32 (0)4 221 68 17

infograndcurtius@liege.be

www.grandcurtius.be



DE QUEESTE ART



arte



Liège

